

ACTION URGENTE

Un militant de l'opposition en danger au Tadjikistan

Sharofiddin Gadoev est apparemment détenu par les autorités tadjikes depuis son arrestation arbitraire à Moscou le 14 février et son renvoi forcé au Tadjikistan. Il est membre de la formation d'opposition tadjike Alliance nationale et de Groupe 24, un mouvement d'opposition interdit au Tadjikistan. Cet homme risque d'être victime de torture et d'autres mauvais traitements.

PASSEZ À L'ACTION : ENVOYEZ UN APPEL EN UTILISANT VOS PROPRES MOTS OU EN VOUS INSPIRANT DU MODÈLE DE LETTRE CI-DESSOUS

Rahmon Yusuf Ahmazod, Procureur général

Au moyen du formulaire en ligne :

<http://prokuratura.tj/ru/contacts.html> (en russe)

<http://prokuratura.tj/en/internet-reception/send-a-message.html> (en anglais)

Fax : +992 37 2352441

Tadjikistan

Monsieur le Procureur général,

Je vous écris pour vous faire part de ma profonde préoccupation au sujet de l'arrestation arbitraire, à Moscou, du militant de l'opposition **Sharofiddin Gadoev** et de son renvoi forcé au Tadjikistan.

Sharofiddin Gadoev, qui réside légalement aux Pays-Bas, a déclaré publiquement à de nombreuses occasions qu'il n'avait aucunement l'intention de retourner au Tadjikistan, où il risquait d'être soumis à la torture et à d'autres mauvais traitements, ainsi qu'à un procès inique. Le 14 février, il a été arrêté de façon arbitraire par les autorités à Moscou, et il est réapparu le lendemain à Douchanbé. Après avoir passé une journée en résidence surveillée au domicile de sa famille à Farkhor, Sharofiddin Gadoev a été transféré dans un lieu inconnu le 20 février par des agents du ministère de l'Intérieur et des forces spéciales.

Le 24 février, le ministère hollandais des Affaires étrangères a déclaré que les autorités tadjikes avaient confirmé l'arrestation de Sharofiddin Gadoev, et annoncé qu'il était accusé d'« agissements criminels ».

Sharofiddin Gadoev est membre de l'Alliance nationale et du mouvement d'opposition politique Groupe 24. Compte tenu de la répression exercée actuellement au Tadjikistan contre les partis d'opposition, du fait que les avocats spécialisés dans la défense des droits humains et les militants politiques sont pris pour cible de façon aveugle, et des nombreux cas bien documentés de torture et d'autres mauvais traitements infligés à des représentants de l'opposition, Sharofiddin Gadoev est gravement en danger. Je vous prie donc instamment de :

- veiller à ce que Sharofiddin Gadoev soit protégé contre tout acte de torture ou mauvais traitement et à ce qu'il ait accès sans entrave à l'avocat de son choix, à sa famille et à tout soin ou traitement médical dont il pourrait avoir besoin ;

- s'il est détenu par des organes tadjiks d'application des lois, à ce qu'il soit libéré immédiatement à moins qu'il existe des preuves suffisantes et crédibles pour l'inculper d'une infraction dûment reconnue par la loi conformément au droit international et aux normes connexes.

Veillez agréer, Monsieur le Procureur général, l'expression de ma haute considération.

COMPLEMENT D'INFORMATION

Une représentante juridique de Sharofiddin Gadoev, Viktoria Nadezhdina, a expliqué que le militant a été arrêté le 14 février par les autorités de Moscou, la capitale de la Russie, où il a eu des entrevues avec les représentants du Conseil de sécurité russe, qui lui ont donné des garanties concernant sa sécurité. Or, Sharofiddin Gadoev est réapparu le lendemain à Douchanbé, la capitale du Tadjikistan. Après avoir passé une journée en résidence surveillée au domicile de sa famille à Farkhor, une ville du sud du pays, Sharofiddin Gadoev a été transféré dans un lieu inconnu le 20 février par des agents du ministère de l'Intérieur et des forces spéciales.

Le 24 février, le ministère hollandais des Affaires étrangères – Sharofiddin Gadoev réside légalement aux Pays-Bas – a déclaré que les autorités tadjikes avaient confirmé que Sharofiddin Gadoev avait été arrêté, et indiqué qu'il était accusé d'« agissements criminels ».

Sharofiddin Gadoev est membre de l'Alliance nationale (une coalition de partis d'opposition) et le dirigeant du mouvement politique d'opposition Groupe 24, dont de nombreux sympathisants vivent en exil. Il a critiqué les politiques du président Emomali Rahmon. L'ancien dirigeant de Groupe 24, Umarali Kuratov, a été tué en Turquie en mars 2015. Des représentants de l'opposition tadjike ont été arrêtés récemment, soumis à la torture et condamnés à l'issue d'une procédure violant de manière flagrante le droit à un procès équitable. En 2015, 14 cadres de la formation d'opposition Parti de la renaissance islamique du Tadjikistan ont été arrêtés et déférés à la justice. Ces poursuites judiciaires ont été marquées par de nombreuses violations du droit à un procès équitable, des informations dignes de foi ont fait état d'actes de torture et d'autres mauvais traitements et l'on soupçonne fortement que les accusations portées contre eux étaient motivées par des considérations politiques.

Amnesty International a recensé de nombreux cas de torture au Tadjikistan dans le cadre de la répression exercée contre les voix dissidentes.

Amnesty International a également rassemblé des informations sur de nombreux cas de renvoi forcé depuis la Russie vers l'Asie centrale. Dans son rapport intitulé [Fast Track to Torture](#) Amnesty International montre que si les autorités russes ne se rendent pas complices de l'enlèvement de personnes, elles ont trouvé d'autres façons de contourner leurs obligations internationales et ont utilisé des moyens administratifs, tels que l'expulsion pour des infractions administratives, pour renvoyer les personnes concernées vers des États d'Asie centrale où elles risquent réellement d'être torturées.

LANGUE(S) À PRIVILÉGIER POUR LA RÉDACTION DE VOS APPELS : Tadjik, russe ou anglais.
Vous pouvez également écrire dans votre propre langue.

MERCI D'AGIR DANS LES PLUS BREFS DÉLAIS ET AVANT LE : 11 avril 2019
Au-delà de cette date, vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir.

PRÉNOM, NOM ET PRONOM À UTILISER : Sharofiddin Gadoev (il)